

Burundi : perpétuité requise contre les 28 accusés de tentative de putsch

@rib News, 06/01/2016 - Source AFP Le ministère public a requis mercredi devant la Cour suprême la prison à perpétuité pour les 28 militaires et policiers poursuivis pour la tentative de coup d'Etat militaire des 13 et 14 mai 2015 au Burundi, selon des sources judiciaires et des témoins. Dans un court réquisitoire, Adolphe Manirakiza, premier substitut du procureur général burundais, a requis "une peine de servitude pénale à perpétuité (prison à perpétuité) pour accusés" et "une peine complémentaire d'interdiction d'exercer une fonction publique pendant 20 ans" parce qu'ils ont commis de "graves crimes et méritent donc la plus lourde sanction prévue par les lois du Burundi".

Les parties civiles, dont l'armée et la police burundaises, le parti au pouvoir Cndd-FDD et la radio Rema+, proche du pouvoir et détruite par les mutins lors cette tentative de putsch, ont demandé de leur côté des dommages et intérêts de plus de 18 milliards de francs burundais (10,5 millions d'euros). Le général Cyrille Ndayirukiye, n°2 des mutins, a refusé de plaider sa cause en déclarant un procès inique. "Je n'ai jamais bénéficié d'un procès juste et équitable, parce que je n'ai pas eu droit à une assistance judiciaire par des avocats et en raison de la non-comparution" de plusieurs hauts gradés de l'armée qu'il avait réclamée, a-t-il lancé à la cour. La cour avait récusé dès la deuxième audience les avocats, qui demandaient un délai supplémentaire afin de consulter le dossier de leur client. Les autres accusés se sont succédés à la barre, assumant et justifiant leur tentative de coup d'Etat. "Je demande à la cour de me libérer car j'ai défendu, en tant qu'officier supérieur, l'unité nationale, la Constitution et l'accord (de paix) d'Arusha", a plaidé le général Zénon Ndabaneze, un policier. Le 13 mai, après deux semaines de manifestations brutalement réprimées, parfois à balles réelles, contre la candidature du président Pierre Nkurunziza à un troisième mandat controversé, le général Godefroid Niyombare, ancien patron des services de renseignement, avait annoncé la destitution du chef de l'Etat, en déplacement à l'étranger. Le coup s'était soldé le lendemain par un échec et la reddition d'au moins trois meneurs, dont le général Ndayirukiye, ancien ministre de la Défense, et la fuite du général Niyombare, chef des mutins.